

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :  
Chèque bancaire ou postal  
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :  
1 an : 40 F; 6 mois : 20 F  
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :  
à partir de 100 F

16<sup>e</sup> ANNEE - N° 282  
LE NUMERO : 2 FF  
20 FB - 1 FS  
27 janv. au 8 fév. 1979

## Que tombent toutes les « protections » et que renaisse enfin la lutte de classe !

De l'automne 76 au printemps 78 l'offensive antiproletarienne a pu se faire sans réaction, tous les élans de révolte venant se briser sur le mur du « scrutin historique » du 18 mars. Après quoi, la bourgeoisie, mettant à profit la déroute des illusions électorales, s'est lancée dans une charge sans précédent, dégraissant en tous sens

Aujourd'hui que des réactions de colère ouvrière, hélas encore trop claires, se manifestent çà et là, la bourgeoisie franchit l'année 79 dans un tourbillon de cynisme rarement égalé.

Le premier but de la politique d'austérité n'était-il pas de permettre une meilleure compétitivité de « l'industrie nationale » sur le marché mondial afin de restaurer le sacro-saint équilibre de la balance commerciale malmenée par la « crise du pétrole » ? C'est fait, puisque 1978 est marqué par un excédent de 2,5 milliards de francs.

Le deuxième but n'était-il pas, grâce au « dégraissage » des entreprises et à la « modération des revenus salariaux », de « restaurer les marges bénéficiaires » des entreprises afin de leur permettre d'investir et, restructuration de l'appareil productif aidant, de se lancer victorieusement dans la « guerre économique » internationale ? Eh bien, « l'assainissement de l'économie » est en bonne voie, puisque l'emploi industriel est, fin 1978, au même niveau que 1970, pour une production supérieure de 30 % en volume, puisque l'accroissement officiel du pouvoir d'achat a été strictement nul en

1978 et que les profits ont largement remonté, au point que la Bourse a sauté de février à décembre de l'indice 68 à l'indice 108 !

Ces résultats, pour encourageants qu'ils soient pour la bourgeoisie, ne sont pourtant pas encore suffisants. Sans doute compte-t-on sur la conjoncture elle-même. « Le chômage est défavorable aux salariés, qui ne sont pas en position de force pour s'opposer à la règle du « maintien du pouvoir d'achat ». Le facteur déterminant de la régulation des salaires est l'état du marché du travail », professe-t-on à Matignon, « et celui-ci ne sera toujours pas bon en 1979 » note l'Expansion de janvier tandis que Bergeron lui-même parle de 200.000 chômeurs de plus à la fin de l'année.

Mais il faut faire nettement mieux ! Il faut maintenant ouvrir les vannes de la concurrence de telle manière que ne survivent que les entreprises qui savent s'adapter aux conditions du marché mondial en perpétuelle révolution. Et que périssent les autres, celles qui par l'archaïsme de leur machine productive diminuent la productivité de l'ensemble et sont un poids mort pour toute la « col-

la machine productive, taillant à grands coups de sabre dans les fameux « acquis historiques » que les faux dirigeants « ouvriers » présentaient comme la garantie de l'évolution harmonieuse du capitalisme et les leviers de sa transformation indolore en socialisme.

### DANS CE NUMERO

- Dans la sidérurgie : à bas les marchandages, solidarité prolétarienne !
- La bourgeoisie vietnamienne championne de l'ordre.
- Un exemple de front uni des bourgeois et des réformistes contre la solidarité de classe prolétarienne.

lectivité nationale ! Finies donc les taxations, subventions d'équilibre et primes antirisques qui permettaient à la ribambelle des « canards boiteux » de continuer à se pavaner dans le marais de la stagnation ! Les subventions sont désormais réservées aux entreprises-pilotes qui guerroyent sur le marché mondial, qui percent aux Etats-Unis et au Japon, qui joutent en Indonésie ou au Brésil ! « Vérité des prix », « lois naturelles de

(Suite page 2.)

## En Iran, le clergé jette le masque

Nous écrivions dans le numéro précédent de ce journal, à propos de l'Iran, que le chiisme était contraint, devant l'approfondissement du mouvement social, de conserver une attitude d'opposition intransigeante de façade « pour chercher à contrôler le mouvement social, éviter l'armement de la population et la guerre civile généralisée, et donner ainsi le temps à l'impérialisme de se ressaisir et de disposer ses cartes ».

Il n'est pas difficile d'illustrer à l'aide de quelques déclarations récentes de dirigeants chiites la fonction véritablement contre-révolutionnaire du mouvement religieux.

Après le départ du Chah, l'ayatollah Khomeiny a incité ses partisans à poursuivre leur campagne pour renverser le gouvernement mais il a lancé en même temps un appel pour que l'ordre public et la loi soient respectés en demandant à ceux qui le suivent de « coopérer avec les forces de sécurité qui s'efforcent de faire respecter la loi et l'ordre » (International Herald Tribune, 18 janvier).

Quelques jours plus tôt, toujours à propos de l'armée, l'ayatollah déclarait qu'il fallait distinguer entre « quelques traîtres » dans la hiérarchie militaire et la « majorité des soldats et des officiers ». « Le peuple, avait-il ajouté au cours de cette interview à une chaîne de télévision américaine, respectera les officiers » (idem, 15 janvier). Au moment où les risques d'affrontements armés se multiplient (Le Monde du 9 janvier fait état de « résistance armée qui oppose souvent les populations de certaines villes aux exactions de l'armée ») et où l'armée, même sous Bakhtiar, continue à tirer tous les jours sur les manifestants, n'est-ce pas là la meil-

(Suite page 2.)

### Réunions publiques

#### • A BESANÇON

Le vendredi 2 février, 20 h 30  
Salle Proudhon, place du Théâtre.

#### 3<sup>e</sup> guerre impérialiste ou révolution communiste

#### • A BOULOGNE-SUR-MER

Le samedi 10 février, 15 h,  
Maison pour tous.  
Contre les licenciements et le chômage.

#### Contre les licenciements et le chômage

#### • A LYON

Le samedi 17 février, l'après-midi (l'heure exacte et le lieu seront indiqués dans le prochain journal et par la diffusion locale).

#### Le prolétariat et la guerre

### Berlin, janvier 1919

## Le tragique retard du Parti

En novembre 1918 les révolutionnaires du monde entier ont les yeux fixés sur l'Allemagne : la révolution allemande que tous, et les bolchéviks en particulier, attendent avec impatience, semble commencer. Parti d'une révolte des marins de Kiel qui refusent de sortir en haute mer, un formidable mouvement spontané déferle en quelques jours sur l'Allemagne. Partout se forment des Conseils de soldats et d'ouvriers et les « autorités » militaires et civiles sont débordées et impuissantes. Derrière

D'abord, il montre le rôle que le parti social-démocrate « majoritaire », le SPD, va jouer pendant les mois et les années à venir. Devant les soldats et les ouvriers il se présente comme « socialiste » et prétend les représenter, défendre leurs revendications et leurs intérêts. En réalité il s'applique à maintenir l'ordre, à sauvegarder la légalité, à empêcher les explosions révolutionnaires. Il feint d'accepter l'autorité des Conseils qui naissent spontanément, mais c'est pour les empêcher d'exercer un pouvoir effectif et pour leur faire cautionner le gouvernement de l'Etat bourgeois qu'il a pris en main. Comprenez qu'il est impossible de s'opposer de front à la lame de fond qui déferle sur l'Allemagne, il s'efforce de surnager et de se faire porter par elle en attendant le reflux. C'est ce gouvernement qui poussera à réorganiser dans les « corps francs » une force armée de l'Etat bourgeois destinée à remplacer l'armée qui se décomposait et passait du côté du « désordre ». Ainsi, entré à Berlin le 10 décembre 1918 avec 40.000 hommes, le général Lequis n'en avait plus effectivement, le 23, que 2.000 sous ses ordres ! C'est ce gouvernement qui se chargera au cours des mois suivants de décimer l'avant-garde prolétarienne par un jeu habile de provocations et de répressions sanglantes. Ensuite, ce fait montre l'inévitable fai-

blesse du mouvement spontané des masses. En l'absence d'une véritable direction politique capable de lui donner des objectifs clairs et une coordination effective, ce mouvement va d'une part se laisser engluier dans la direction et l'appareil social-démocrate, et d'autre part s'épuiser dans des « coups de tête » locaux, magnifiques mais dispersés, que la réaction écrasera d'autant plus facilement les uns après les autres qu'ils ne peuvent déboucher sur rien. Ce qui se manifeste dès cet épisode et éclatera avec une évidence tragique dans les semaines et les mois à venir, c'est l'impuissance du mouvement spontané des masses à prendre le pouvoir. L'explosion de la colère des masses, leur volonté d'en finir avec la guerre, avec la misère peuvent certes porter des coups très durs à l'Etat bourgeois, paralyser et ébranler temporairement son appareil administratif et militaire. Mais pour détruire cet Etat de fond en comble, pour se saisir de la direction de la société, pour s'élever en classe dominante, pour exercer leur propre pouvoir, les masses ont besoin de cet organe de direction politique et organisationnelle qu'est le parti de classe.

Malheureusement, ce qui caractérise la situation dans les pays capitalistes développés, c'est le retard énorme de la constitution du parti sur l'explosion des luttes de classe,

et c'est en Allemagne que cette absence du parti se fait le plus cruellement sentir, précisément parce que les masses y sont projetées dans les luttes les plus radicales. Alors qu'en Russie la lutte spontanée des masses a pu se cristalliser autour d'un parti qui s'était formé et délimité de longue main, et qui s'était imposé et lié aux masses à travers une longue série de luttes économiques et politiques, immédiates et révolutionnaires, le prolétariat allemand ne trouvera pas la direction dont il avait besoin.

Il existait certes en Allemagne des tendances révolutionnaires qui, non seulement avaient combattu la politique social-chauvine de la social-démocratie, mais aspiraient à transformer l'insurrection des masses contre la guerre impérialiste en révolution prolétarienne. Mais un ensemble de facteurs, parmi lesquels leur propre manque de clarté et de rigueur politique allant parfois jusqu'à la négation de la nécessité même de cette direction, les avaient empêchés de la constituer effectivement. Or, ce dont les masses ont besoin au moment où leurs exigences immédiates les obligent à affronter l'Etat bourgeois les armes à la main, ce n'est pas d'un « guide spirituel », mais d'un organe de direction dans tous les sens du terme.

(suite page 3)

# Que tombent toutes les « protections »

(suite de la page 1)

l'économie », guerre commerciale à outrance, tel est le mot d'ordre! Et que périsse la piétaille recroquevillée dans la tiédeur stérilisante des « protections nationales »!

Cette nouvelle politique de « redéploiement économique » trouve de chauds partisans non seulement dans l'UDF et chez les dirigeants du CNPF, mais même, dans sa version « de gauche », dans le courant technocrato-rocardien du PS en liaison avec une haute bureaucratie CFDT en plein « recentrage » idéologique. Lorsque Rocard déclare le 10 janvier à Bruxelles, « les peuples qui ne prennent plus de risques dans l'acte de produire sont des peuples qui se suicident » c'est à ce moulin qu'il apporte son eau! Elle suscite en revanche une levée de boucliers du néo-gaullisme chiraquien, qui représente l'alliance des aventuriers de la politique et de la spéculation en tous genres avec les intérêts de la moyenne bourgeoisie boutiquière et paysanne et des notables, de la gauche du PS, lié aux couches moyennes, et du PC qui se fait l'expression de ces dernières traînant derrière elles l'aristocratie ouvrière. Tous ces courants partagent une vision politique commune qui allie dans une contradiction stérile et grotesque les aspirations à l'isolement propres aux petites nations et la nostalgie des grandeurs passées.

C'est ainsi que toute cette meute hétéroclite lance des piques contre « l'atlantisation accélérée » qu'elle présente tant sur la question de l'Europe que sur les perspectives industrielles comme une politique d'« abandon national ».

Mais comment mettre en place le « nouveau type de développement » préconisé par les économistes new-look du PCF, lequel suppose l'établissement d'un nouvel ordre économique international qui se dégagerait de l'emprise de la « dictature des multinationales » et implique de « tirer le meilleur profit de ce qui existe » (y compris la force de travail, bien sûr! NDR) (*L'Humanité* du 17-1-79) sans généraliser ainsi la guerre économique, bien que par d'autres moyens?

Ce projet, qui ne rompt nullement avec

le terrain du marché et de ses lois, se targue aussi de combattre « l'ordre des multinationales » (celles des autres, bien entendu!) afin d'« agir pour sortir les deux tiers de l'humanité du moyen âge économique ». En termes réels, il s'agit de tenter d'échapper à la contradiction de l'isolement économique en poussant à fond les tendances impérialistes, et donc la politique de chasse gardée que Giscard mène déjà sans les attendre, même s'il cherche plutôt à se partager le gâteau avec l'Amérique qu'à se la mettre à dos.

Ceci confirme le fait qu'il n'y a, sur le terrain du capitalisme, d'autre issue à la crise généralisée : la guerre de tous contre tous, économique aujourd'hui, militaire demain. L'autre issue est celle du prolétariat. Elle réside dans la révolution mondiale, l'instauration de la dictature prolétarienne et la destruction des rapports bourgeois qui ne produira pas « un nouveau type de développement », mais la fin de tout « développement économique », c'est-à-dire la fin des lois économiques qui s'imposent à l'humanité et la martyrisent, pour faire de l'activité sociale une activité humaine consciente, uniquement guidée par le développement des facultés de la collectivité et de ses membres.

Le libéralisme effréné de la bourgeoisie s'est manifesté en un véritable festival de cynisme au dernier congrès du CNPF. Il ne s'agit pas seulement en effet pour la bourgeoisie de liquider les « protections économiques » traditionnelles, mais également les vieilles « protections sociales » derrière lesquelles la bourgeoisie avait cherché jusqu'ici à s'abriter des rigueurs de la lutte de classe.

Hier, on avait mis sur pied les 90 % comme pare-feu social. Aujourd'hui que le chômage augmente, il faut que les chômeurs soient moins secourus! On avait mis sur pied une « sécurité sociale » destinée à éviter la révolte des estropiés du capital! Désormais, alors que la guerre s'intensifie, les blessés de cette grande guerre économique devront s'abstenir de réclamer des secours et périr pour la victoire! Tout juste crée-t-on un fonds destiné à donner l'illusion de monter ci

et là où il y a trop de fracas des usines qui seront pour la plupart liquidées une fois l'orage passé!

Au point que même au sein du patronat s'élèvent des voix apeurées comme celle du Centre des Jeunes Dirigeants : « Actuellement, profitant d'un rapport de force apparemment favorable, se développe une campagne qui vise à remettre en cause un certain nombre de protections sociales et de règles du droit du travail ». « Cette tendance est dangereuse » s'alarment ces patrons! (voir *Le Monde* du 11-1). Ce à quoi Ceyrac a répondu par l'image de Crécy, Poitiers et autres Azincourt rappelant l'enseignement de ces « chevaliers du Moyen Âge, qui renforçaient sans cesse leur armure de protection, jusqu'au jour où le cheval épuisé, s'effondrait » (*Les Echos* du 16-1-79).

En reprenant les miettes avec lesquelles la bourgeoisie a pendant des décennies acheté la paix sociale, le néo-libéralisme accepte le défi d'avoir immédiatement à se servir du bâton de l'Etat, si le mensonge du réformisme ne marche plus.

Larbins, à vos postes! A vous de vous débrouiller pour détourner la colère des ouvriers. Mais comment faire si les miettes viennent à manquer? La classe ouvrière ne peut à la longue se contenter de discours, surtout quand comme ceux des réformistes d'aujourd'hui ils ne promettent plus de révolution mais la guérison homéopathique d'une société d'évidence rongée jusqu'au cœur par le cancer, alors qu'ils ne parlent même plus de socialisme mais seulement de salaire, de compétitivité, de productivité avec pour unique promesse de compensation le « droit » de déposer un bulletin dans les urnes sans fond disposés à tous les niveaux de l'Etat et de l'entreprise.

La classe ouvrière doit se défendre pied à pied contre l'offensive bourgeoise. Elle doit le faire non pas en défendant l'institution de la Sécurité sociale, mais le principe, le contenu du salaire différé collectif, c'est-à-dire la valeur de la force de travail. Elle doit contrer les coups de la bourgeoisie et lutter contre les licenciements non en défendant l'entre-

prise, mais en combattant le couple barbare de l'exploitation renforcée pour les uns et du chômage pour les autres, bref en luttant contre l'exploitation, qui est collective et de classe. Elle doit lutter contre la catastrophe du chômage, non en défendant des plans d'investissement, ou la région ou le patron, et l'illusoire « travail pour tous », ou, pire encore, le travail des uns aux dépens des autres, au détriment des catégories plus exposées, mais en luttant pour le plein salaire aux chômeurs, c'est-à-dire pour défendre le salaire collectif de la classe.

La classe ouvrière ne peut trouver aucune base d'appui dans la défense des conditions passées et de ses fétiches, constamment bouleversés par la marche inexorable du capital. La lutte contre ce que l'opportunisme appelle le « démantèlement » ou « la casse » de l'entreprise, de la région, de l'industrie nationale, du service public ou de la Sécurité sociale est faite pour l'attirer dans le piège de la lutte de chacun pour soi, et donc de tous contre tous dans laquelle les capitalistes et leurs larbins cherchent à épuiser l'énergie de la classe ouvrière par une bataille stérile.

La classe ouvrière doit apprendre de la bourgeoisie. A l'exemple de l'ennemi de classe qui se lance dans l'arène en jetant par-dessus bord toutes ses armures et en ne conservant que l'arme de l'Etat, l'arme de sa force et de sa violence organisée, la classe ouvrière doit aussi trouver dans la riposte à l'offensive bourgeoise la capacité de rassembler ses forces et ses intérêts communs : elle doit refaire l'apprentissage de sa force de classe, et réapprendre l'usage de ses armes spécifiques de classe. Elle aussi doit se remettre à combattre sans le recours à d'illusoires protections qui ne peuvent avoir d'autres effets que de la paralyser et de laisser l'Etat bourgeois maître du terrain. Elle doit, en concentrant ses forces autour du parti de classe, s'engager dans la bataille en se renforçant dans la conviction qu'il s'agit d'une guerre sociale qui ne peut finir qu'avec sa victoire révolutionnaire internationale sur le capitalisme et toutes ses forteresses étatiques.

## Dans la sidérurgie : à bas les marchandages ! solidarité prolétarienne !

Dans l'amertume et la désillusion pour la plupart, les travailleurs de la Lorraine, du Nord-Pas-de-Calais, de la Haute-Loire, et de toutes les régions où le capital les jette sur le pavé, ont dû suivre l'avalanche de plans-bidon, de « coups de théâtre » truqués sur les créations d'emploi, et assister à l'écoeuvant ballet des états-majors bourgeois et opportunistes, avec leurs querelles de chiffonniers.

Dans les Bouches-du-Rhône, avec les restrictions de personnels de la sidérurgie et de la construction navale, le chômage s'est accru de 19,4 % en un an. En Lorraine, les chiffres les plus officiels donnent 8,9 % de chômeurs dans le bassin de Longwy, dont 60 % de jeunes de moins de 25 ans. Dans le Nord-Pas-de-Calais, le taux de chômage dans le secteur de Valenciennes était déjà au double de la moyenne nationale depuis 1975, et l'on compte 10.321 licenciements nouveaux, plus 13.000 annoncés à Usinor.

Dans ces deux dernières régions particulièrement, les travailleurs ont été dressés par des décennies de paternalisme autoritaire et de démission des organisations « ouvrières » par rapport à tous les besoins de la classe (y compris le logement, l'école, les crèches, les distractions, etc.), à ne pouvoir compter que sur les patrons de la sidérurgie et des mines, ces philanthropes désintéressés qui leur accordaient quelques miettes en échange de leur « bon esprit ». Ils se retrouvent aujourd'hui sur le pavé, sans garanties, sans droits (rappelons que la CGT ne leur accorde même pas celui de se syndiquer avec leurs camarades en activité...), au moment même où l'Etat prévoyait à préparer la réduction légale de l'aide aux sans travail, avec la collaboration des bureaux d'études de la CFDT.

D'autres vautours capitalistes (Chrysler, Antar-Raffinerie, Matra, etc.) se tiennent prêts à profiter des juteuses subventions et passe-droits divers accordés par les « plans ». Ils vont, c'est promis, « voler au secours » de quelques centaines parmi les milliers d'ou-

vriers rejetés, en leur proposant, à eux, à leurs femmes ou à leurs enfants, comme il est d'usage, des salaires inférieurs (M. Barre l'a dit, c'est déjà bien beau de travailler...), et des contrats à durée limitée : il est connu que, bien souvent, ces spécialistes de l'exploitation des plans de sauvetage s'en vont au bout d'un ou deux ans vers d'autres « régions sinistrées », laissant une fois de plus les ouvriers sur le pavé.

N'est-il pas clair que tout cela se fait sur le dos des ouvriers, et que, lorsque la bourgeoisie avec le cynisme le plus ouvert promène ses aumônes d'une région à l'autre (comme elle le fait par exemple avec les promesses d'implantation de la Formation professionnelle, Paris-Bordeaux et retour...), la seule réponse prolétarienne est de laisser les capitalistes et les larbins se dévorer entre eux et d'exiger pour les ouvriers eux-mêmes de quoi vivre, le maintien du salaire aux licenciés, le SMIC pour les jeunes et les femmes à la recherche d'un premier emploi (français ou immigrés), et de lutter pour imposer ces revendications dans l'unité des prolétaires de toutes nationalités et de toutes régions?

Que sont alors les partis PC-PS et les appareils des syndicats ouvriers CGT-CFDT, qui ont fait défiler les travailleurs de l'Est, le 12 janvier, derrière les banderoles tricolores et les croix de Lorraine, à la traîne des curés, dames patronesses et députés gaullistes, aux cris de « les Lorrains sont français », et de « Giscard, Barre, Labbé vendus à l'étranger »? (combien de travailleurs immigrés, à propos, dans cette région où l'opportunisme attise la campagne chauvine?...). Que sont ceux qui promettent une journée analogue aux travailleurs du Nord pour février, à ce Nord qui, dit Mauroy dans son vocabulaire de larbin, n'a pas été « assez bien servi »?

Des agents actifs de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat, qui aident celle-ci à manier, pour l'affaiblir, ses deux armes classiques, la division et le chauvinisme! Cette vieille définition marxiste prend encore une fois tout son sens dans cette circonstance. Si les prolétaires veulent cesser d'être les dindons de la farce, ils n'ont pas d'autre issue que d'empoigner enfin leurs armes de classe et d'appeler tous les autres prolétaires, par dessus les frontières et les nationalités à se battre à leurs côtés pour se défendre!

## Le clergé jette le masque

(suite de la page 1)

leure manière d'empêcher les soldats de se rallier aux révoltés, ces soldats qui sont soumis au terrorisme hiérarchique et qui ne peuvent rompre la discipline que s'ils y sont aidés de l'extérieur par une lutte dirigée aussi contre les officiers qui les briment et les traitent pire que du bétail? Dans ces conditions, les œillots à la portugaise au lieu de paralyser l'armée risquent bien davantage de paralyser la foule désarmée vis-à-vis d'une troupe à qui on ne donne nullement la force de désobéir.

La sinistre SAVAK elle-même, comme naguère la PIDE portugaise, a droit à des égards. L'ayatollah Taleghani, rapporte encore *le Monde*, a pris la défense de membres de la SAVAK menacés, en déclarant que « nul n'avait le droit de faire justice lui-même, qu'il ne fallait pas confondre les véritables criminels avec les exécutants et qu'en aucune manière une sentence ne pouvait être appliquée avant que le suspect ait eu la possibilité de se défendre devant un tribunal islamique ».

Tous les « observateurs » ont remarqué le ton nouveau avec lequel l'ayatollah Khomeiny parlait maintenant des Etats-Unis. Le changement n'a pas échappé naturellement aux Américains eux-mêmes : « L'ayatollah Khomeiny, écrit l'*International Herald Tribune* du 15 janvier, semble évoluer rapidement aux yeux de l'administration américaine. Après avoir été considéré comme un fasciste islamique primitif (sic) avec lequel on ne pouvait pas traiter, il est en train de devenir un personnage politique avec lequel il peut devenir possible — et nécessaire — de conclure un accord ».

La modération nouvelle de l'ayatollah à l'égard (...) des futurs rapports de l'Iran et des Etats-Unis a amené l'administration américaine à modérer ses déclarations à son égard et à dire publiquement que des officiels américains sont en contact avec des aides de l'ayatollah sur une base régulière. (...) Le porte-parole du département d'Etat a déclaré : « Nous nous réjouissons des prises de position de tout parti iranien qui aide à calmer les choses ». Des officiels américains ont déclaré que cette phrase de M. Carter visait à encourager l'ayatollah à continuer à parler avec modération ».

Ainsi ces religieux qui, après avoir prétendument déclenché des manifestations et des grèves qui ont eu raison du chah, ont de-

mandé — et obtenu — que les ouvriers de l'industrie pétrolière reprennent le travail pour assurer les besoins du pays, ces religieux qui veulent simplement changer la forme des institutions, qui sont farouchement anticommunistes, qui proclament que « seule une république islamique peut mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme! », ces religieux qui ont simplement brandi la menace de la lutte armée mais qui ont tout fait pour empêcher que le mouvement de révolte ne se transforme précisément en lutte contre l'Etat lui-même, ces religieux vont, maintenant que le chah est parti, être condamnés par les faits eux-mêmes à montrer ce qu'ils sont : des défenseurs de l'Etat et de l'ordre établi, pourvu qu'on les peigne de couleurs plus seyantes. D'ailleurs le week-end dernier ils ont déjà dénoncé une manifestation d'extrême gauche qui refuse de sombrer du Charybde qu'est le despotisme du chah dans le Scylla de la « démocratie islamique ».

A propos de cette dernière, on pourrait rappeler le *Manifeste* de 1848 sur le « socialisme féodal » : « Même dans le domaine littéraire, la vieille phraséologie de la Restauration était devenue impossible. Pour se créer des sympathies, il fallait que l'aristocratie fit semblant de perdre de vue ses propres intérêts et de dresser un acte d'accusation contre la bourgeoisie dans le seul intérêt de la classe ouvrière exploitée. Elle se ménageait de la sorte la satisfaction de chansonnier son nouveau maître et d'oser lui fredonner à l'oreille des prophéties d'assez mauvais augure ».

Ainsi naquit le socialisme féodal où se mêlaient jérémiades et libelles, échos du passé et grondements sourds de l'avenir. Si parfois la critique amère, mordante et spirituelle frappait la bourgeoisie au cœur, son impuissance absolue à comprendre la marche de l'histoire moderne était toujours comique.

En guise de drapeau, ces Messieurs arboraient la besace du mendiant, afin d'attirer à eux le peuple; mais, dès que le peuple accourut, il aperçut les vieux blasons féodaux dont s'ornaient leur derrière et il se dispersa avec de grands éclats de rire irrévérrencieux ».

C'est aussi ce qui doit advenir pour la « démocratie islamique » mais hélas cette fois, les éclats de rire risquent bien de se transformer en pleurs et en cris de rage...

Lisez et diffusez  
la presse du Parti !

# Berlin 1919, le tragique retard du Parti

(suite de la page 1)

D'un organe qui soit certes le représentant du programme historique du prolétariat, mais qui sache le relier aux exigences immédiates; qui ne soit pas seulement un propagandiste du socialisme, mais une force organisée; qui ait déjà commencé à s'imposer comme dirigeant et organisateur à travers les luttes quotidiennes et partielles de la classe, et qui puisse alors tendre à conquérir une influence non seulement politique mais pratique déterminante sur de larges masses.

En Allemagne, même les éléments les plus avancés étaient restés prisonniers d'une part de la fascination de l'« unité » ouvrière, et d'autre part d'une vision spontanéiste qui attendait que les masses rompent d'elles-mêmes avec l'idéologie social-chauvine et la politique opportuniste, au lieu de comprendre qu'il leur incombait de devancer ce mouvement pour le rendre possible. Une vision qui croyait que les masses se mettraient en mouvement après avoir « pris conscience » de la trahison social-démocrate, et ne comprenait pas que, même lorsque les déterminations matérielles poussent les masses à secouer dans leur action l'orientation et l'encadrement des « agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat », l'influence et le poids de ces partis ne disparaît jamais « de qui lui permet dans ces circonstances favorables d'arracher les masses à l'emprise des social-trahisseurs et de les regrouper autour de lui et sous sa direction.

Bien qu'ils aient dénoncé et combattu la trahison ouverte de la social-démocratie en 1914 et sa collaboration de plus en plus étroite avec l'Etat bourgeois au cours de la guerre impérialiste, les Spartakistes hésitaient à rompre avec le SPD : ils attendaient que les masses se détournent d'abord du social-patriotisme. Et lorsque les masses ont commencé effectivement à s'engager dans cette voie, non par des « affirmations politiques » (à travers quel canal ?) mais par des luttes, des manifestations, des grèves comme celle de janvier 1918 qui toucha près d'un million de travailleurs à Berlin, les Spartakistes se laissèrent encore devancer par l'hypocrisie centriste. Pour empêcher que l'agitation se cristallise autour des Spartakistes, l'aile « gauche » du réformisme prend les devants, rompt en 1917 avec le SPD et les « accueille » dans le parti socialiste indépendant, l'USPD. Dans ce parti, qui se donne des allures révolutionnaires alors qu'il est encore plus pourri que le SPD, les Spartakistes vont recommencer leur travail de Sisyphe, un travail que le PC allemand poursuivra pendant des années : gagner ou

au moins influencer la majorité, ou au moins la « gauche » de l'USPD. Malheureusement, chaque fois que le rocher redévala la montagne, il écrasa le prolétariat au passage !

En réalité, les Spartakistes sont prisonniers dans ce parti qui les honnit et ne les tolère en son sein que pour les empêcher d'agir de façon autonome, et parce qu'ils lui servent de caution aux yeux des ouvriers avancés. Cette caution lui était d'autant plus nécessaire que l'USPD sert lui-même de caution « de gauche » aux pires droitières du SPD, aux Scheidemann, Ebert, Noske et compagnie : pendant la période cruciale de novembre-décembre 1918, il partage avec eux la responsabilité gouvernementale. La présence au prétendu « Conseil des Commissaires du Peuple » (sic !) de ce parti dont les Spartakistes font partie, fût-ce comme « opposition de gauche », de ce parti qui parle comme eux de « république socialiste », de « changement du système économique », etc., empêche toute offensive générale contre l'Etat bourgeois et même toute clarification politique. Elle renforce chez les ouvriers cette idée, défendue d'une certaine façon même par Rosa Luxemburg, selon laquelle la « révolution politique » serait déjà faite et qu'il ne s'agirait plus que de « poursuivre la révolution » par des mesures socialistes.

En fait de mesures « socialistes » le gouvernement a réussi à regrouper et à réorganiser une force armée sur laquelle il peut compter, grâce à la hiérarchie militaire qui comprend parfaitement qui peut à ce moment faire reculer le prolétariat. Et il se met à réduire les prétentions, ô combien timides, du Conseil Ouvrier Central et à attaquer les organisations armées des masses. L'offensive contre la « division populaire de marine » fin décembre 1918 provoque une réaction massive du prolétariat de Berlin, mais se termine par un compromis qui « neutralise » ces marins turbulents. Puisque le gouvernement passe à l'offensive sans s'occuper de ses desiderata, l'USPD rompt la coalition et se retire : il a joué son rôle paralysant, il ne faut pas qu'il se compromette trop, il sera plus utile maintenant dans l'opposition. C'est le jour même où les ministres USPD quittent le gouvernement, le 29 décembre 1918, que les Spartakistes, après d'ultimes hésitations et tentatives de faire convoquer un congrès extraordinaire et d'y racler les fonds de tiroir quittent finalement l'USPD. Enfin on arrive à la constitution du parti communiste, dans lequel les Spartakistes convergent avec d'autres groupes, notamment les « communistes internationalistes » de Hambourg.

Nous avons montré ailleurs (\*) que ce parti est né non seulement trop tard, mais aussi sur des bases peu claires et peu solides. Il est vrai que ses meilleurs dirigeants seront poussés par les exigences mêmes de la lutte à dépasser leur vision spontanéiste, anti-autoritaire et anti-centraliste, et à revendiquer la nécessité d'une direction centralisée, mais la réaction ne leur laissera pas le temps de tirer la leçon jusqu'au bout. Dans l'article qu'elle écrivit le 8 janvier 1919, une semaine avant d'être assassinée, Rosa Luxemburg finit par reconnaître que le devoir des révolutionnaires n'est pas d'attendre l'illumination générale des consciences, mais de « s'emparer de toutes les positions de force réelles, de les tenir et les utiliser ». Elle voit que « l'inexistence d'un centre chargé d'organiser la classe ouvrière berlinoise (et allemande à plus forte raison) ne peut plus durer » ; qu'« il faut que les ouvriers révolutionnaires mettent sur pied des organismes dirigeants en mesure de guider et d'utiliser l'énergie combattive des masses ».

Tout comme Liebknecht qui, la veille de son assassinat, attribue la défaite des ouvriers de Berlin au fait que « leur force a été paralysée par l'irrésolution et la faiblesse de leurs dirigeants », Rosa Luxemburg parle de « l'irrésolution, des hésitations, des atermoiements de la direction » qui ont produit l'émiettement du mouvement, le désarroi des masses et l'isolement tragique des éléments les plus combattifs qui ne savaient pas eux-mêmes où ils allaient. En réalité, il s'agit d'une terrible autocritique du mouvement spartakiste. Même après la constitution du KDP, ses dirigeants ne se considèrent pas comme LA direction du prolétariat. Ils cherchent cette direction ailleurs, dans la gauche des indépendants ou chez les « délégués ouvriers », quand ils n'attendent pas une nouvelle « direction qui émane des masses ».

C'est cette hésitation des révolutionnaires à assumer leur propre responsabilité qui permet pendant toute cette période qui va jusqu'en mai 1919 le jeu ignoble des indépendants et de la gauche des « majoritaires ». La combativité des masses est encore entière et elles répondent à tous les appels à la lutte, quand elles ne déclenchent pas spontanément les grèves, manifestations, occupations de journaux, tentatives de soulèvement, etc. Mais chaque fois, de Berlin à la Ruhr, de Hambourg à Munich, on assiste au même scénario. Que les mouvements éclatent spontanément, soient lancés par les indépendants ou même les majoritaires, ou répondent à un appel du KDP, chaque fois les communistes participent aux divers organes « unitaires » qui prétendent les

diriger. Ces organes oscillent entre la phrase barricadière et les compromis avec le gouvernement et, au lieu d'orienter et de diriger la lutte, la désorientent et la désorganisent. Jusqu'au moment où l'Etat a rassemblé suffisamment de forces pour passer à la contre-attaque : alors l'« unité » éclate, tout le monde se débîne et les communistes restent seuls face à la répression avec ceux des ouvriers qui, malgré leur désarroi, ont encore la force de se battre.

Notre courant s'est appliqué à dégager, défendre et transmettre les dures leçons de ces luttes aussi héroïques que tragiques. Toute tentative de « renforcer » le mouvement par l'« unité » avec les agents avérés de la contre-révolution ou même avec les centristes, révolutionnaires en paroles — contre-révolutionnaires en fait, l'affaiblit et le mène au massacre. Toute tentative de s'appuyer sur des forces politiques étrangères ou hostiles aux principes communistes pour constituer la direction révolutionnaire conduit à la catastrophe : personne d'autre que nous ne peut diriger la révolution, et nous ne pouvons partager sa direction avec personne.

Si le parti est faible et peu influent, rien ne peut inverser miraculeusement ce rapport de forces. Rechercher désespérément des soutiens et des alliés au sein d'autres partis politiques ne peut que l'affaiblir davantage. Le parti ne peut se renforcer et étendre son influence que sur la base de son programme et de ses principes, en montrant aux prolétaires que lui seul répond à leurs besoins d'orientation et d'organisation, en s'imposant à travers les luttes partielles comme direction effective des luttes de la classe.

Le parti ne peut pas attendre l'éclatement de la crise révolutionnaire pour se constituer : à ce moment, il est presque toujours trop tard ! Il doit se constituer, se renforcer et se lier solidement à l'avant-garde bien avant que les grandes masses soient précipitées dans l'affrontement violent avec l'Etat bourgeois. Le parti doit précéder les masses, et il doit savoir les attendre. Les masses ne peuvent pas attendre le parti : au moment où les facteurs objectifs les obligent à se soulever elles doivent trouver leur organe de direction sous peine d'être écrasées. Préparer le parti, c'est préparer la révolution de demain !

(\*) Voir dans Le Prolétaire n° 131 à 140 « La tragédie du prolétariat allemand », et dans Programme Communiste n° 58 « La gauche et le mouvement communiste international ».

## La bourgeoisie vietnamienne championne de l'ordre

Les contradictions qui secouent la péninsule indochinoise ont été mises à profit par les bourgeois pour tenter de discréditer le socialisme aux yeux des prolétaires, et c'est avec avidité que la presse bourgeoise s'est penchée sur l'invasion récente du Kampuchéa par les forces vietnamiennes. Ces messieurs ne peuvent évidemment pas cacher leur joie stupide devant cet événement « singulier » : depuis la création de l'ONU c'est la première fois que le Conseil de Sécurité se réunit pour examiner la plainte d'un « Etat communiste » contre un « pays frère » !

Les prétendus « marxistes » qui soutiennent que les Etats issus de la révolution indochinoise sont malgré tout des « Etats ouvriers déformés » ne se rendent pas compte qu'en réalité ils font chorus avec ces fonctionnaires du mensonge, même — et surtout — quand ils ont l'illusion de contrer la propagande bourgeoise en appelant les Etats indochinois à régler leurs « litiges » sur le tapis vert des négociations pacifiques.

Il faut être vraiment aveugle pour ne pas voir que la révolution qui a secoué l'Indochine ne pouvait être qu'une révolution à contenu économique capitaliste : pour juger du degré de développement capitaliste, il suffit de rappeler que le pays le plus avancé de la région, le Vietnam a encore 72 % de sa population active qui travaille dans l'agriculture. Il est clair qu'une telle révolution méritait le soutien total du prolétariat, mais aussi qu'en l'absence d'un mouvement prolétarien de classe à l'échelle internationale cette révolution ne pouvait, à la différence de la Russie de 1917, que déboucher sur un Etat bourgeois.

Derrière les antagonismes qui opposent le Vietnam et le Cambodge se profile la contradiction qu'on retrouve dans toute révolution démocratique bourgeoise et qui est fondée matériellement sur le fossé social existant entre les deux composantes du mouvement national bourgeois : la bourgeoisie d'une part et le mouvement des masses paysannes d'autre part.

C'est une constante historique, renforcée par l'ère impérialiste que de voir la première

essayer de contenir la seconde, de limiter sur le plan social et même celui de la simple extension géographique, la portée de la révolution démocratique de peur qu'elle ne soit débordée par le mouvement des masses plébiennes et paysannes.

Dans le cas précis de l'Indochine, les trahisons de la bourgeoisie vietnamienne ne datent pas d'aujourd'hui. C'est ainsi que dès la seconde guerre impérialiste, elle avait sacrifié les intérêts paysans sur l'autel de la guerre du bloc démocratique en s'alliant à celui-ci dans le front anti-japonais. En 1954, elle a accepté le partage du Vietnam en deux sous la pression des impérialismes russe et américain, et même de Pékin. De ce fait, elle a abandonné à leur sort les paysans du Sud, ceux du Cambodge et du Laos.

C'est là qu'on peut trouver la base matérielle de la formidable haine que ressentent depuis les masses cambodgiennes à l'égard de Hanoï. Nous laisserons donc de côté l'argument éculé des plumitifs bourgeois qui dissertent à longueur de pages sur la « haine séculaire » qui oppose selon eux Khmers et Vietnamiens. En fait, leur sale besogne consiste à vouloir ériger en absolu le principe national.

Dans la guerre contre l'impérialisme américain, les masses du Cambodge, du Laos et du Sud-Vietnam ont lutté dans l'isolement le plus complet. En effet, Hanoï ne les a aidés que dans la limite où leur mouvement pouvait être utilisé pour atteindre son objectif prioritaire, qui se résumait dans sa propre constitution en Etat indépendant trouvant sa place dans le « concert des nations ».

Dans ces conditions, quelle voie restait aux paysans khmers pour s'attaquer aux vieux rapports dominant à la campagne, sinon de se replier sur eux-mêmes et de manifester leur haine accumulée à l'égard de Hanoï en s'en prenant aux minorités vietnamiennes dans les villes cambodgiennes ? Contrairement au Laos, dont la composition ethnique multiple a aidé l'expansion vietnamienne, le Cambodge relativement homogène de ce point

de vue ne s'est pas laissé avaler facilement, mais c'est surtout son intérêt stratégique qui a poussé les puissances impérialistes, celles-là mêmes qui ont déversé sur lui toutes sortes de bombes, à feindre de soutenir son « intégrité territoriale » et sa « dignité nationale ».

Ce qui se déroule actuellement en Indochine confirme une fois de plus ce que nous avons toujours dit. En effet, la chute de Phnom-Penh et la rapidité avec laquelle elle s'est déroulée attestent de la fragilité de l'Etat khmer fondé sur la paysannerie. Le drame des paysans khmers « est qu'ils ne pourront conserver longtemps leur indépendance, pas plus d'ailleurs qu'aucune paysannerie, et aucun régime fondé sur elle », écrivions-nous dans Le Prolétaire n° 263 du 25 mars 78.

Les événements prouvent également le caractère historiquement inévitable du processus d'unification indochinoise, tandis que la forme dans laquelle elle s'effectue confirme doublement le marxisme. D'abord, le fait que la bourgeoisie vietnamienne soit aujourd'hui contrainte de réaliser cette unification sous peine d'asphyxie économique (que l'on pense par exemple aux communications entre le Nord et le Sud) est l'indice des formidables impulsions économiques données par le sous-sol social en fermentation, impulsions qu'une direction politique radicale aurait pu diriger contre l'ordre établi dans toute la région : quelle formidable portée aurait eu alors l'unification révolutionnaire de l'ensemble de la péninsule indochinoise dans la lutte contre l'impérialisme !

Ensuite, le fait que la bourgeoisie vietnamienne ne puisse aujourd'hui réaliser cette unification que de manière contre-révolutionnaire, c'est-à-dire contre les mouvements paysans, ne confirme-t-il pas l'appréciation donnée dès le début par le marxisme sur le cours historique de chacune des deux composantes du mouvement national bourgeois ? La première des choses qu'a remise en cause après l'invasion du Cambodge la bourgeoisie vietnamienne, c'est bien cette révolution agraire

radicale aux pratiques communautaires que les Khmers ont dû imposer au moyen de la violence et de la terreur, même si elles n'étaient pas exemptes de toute « utopie paysanne ».

Le FUNSK a inscrit dans son programme l'établissement de la liberté de résidence et les villes commencent déjà à se repeupler. Il se donne pour objectif d'abolir le système de « manger et travailler ensemble », de rétablir les banques et les crédits et de restaurer la libre circulation des biens. La religion a de nouveau droit de cité dans le Kampuchéa populaire, etc. Nous avons prévu ce phénomène dans notre article de mars : « Le processus en soi progressif de l'unification de la péninsule révèle, sur le plan de l'intervention dans les rapports de propriété et de production et dans la structure sociale comme sur celui du traitement des minorités ethniques, l'empreinte des traits les plus réactionnaires de la grande bourgeoisie qui l'a réalisée » (ibidem).

L'autre aspect, inséparable de la forme contre-révolutionnaire qui marque le processus d'unification indochinoise sous la houlette de cette « Prusse asiatique » (toutes proportions gardées) qu'est le Vietnam, renvoie à la fonction — de portée internationale — de stabilisation sociale que joue désormais le Vietnam. En effet, l'intervention visait non seulement à contenir les mouvements paysans khmers, mais surtout le ferment qu'ils constituaient pour les masses plébiennes et paysannes de toute l'Indochine, voire de toute l'Asie du Sud-Est.

C'est ce qui explique, par exemple, que la protestation des puissances impérialistes occidentales et des pays membres de l'AN-SEA soit restée purement verbale. Le porte-parole du secrétaire d'Etat américain a déclaré que Washington a pris contact avec Moscou et Pékin pour leur prêcher la « modération ». Ainsi, même si la prise de Phnom-Penh est apparue aussi comme la première conséquence du pacte militaire soviéto-vietnamien conclu le 3 novembre dernier, c'est bien tout l'ordre établi international qui en est le bénéficiaire.

# Un exemple de front uni des bourgeois et des réformistes contre la solidarité de classe prolétarienne

L'industrie madrilène de la viande est un secteur de la production où l'on ne respecte ni les réglementations du travail ni les conventions collectives. A Madrid, il s'agit d'un secteur de petites entreprises, qui ne compte qu'une entreprise de taille moyenne de 500 travailleurs, CABO. Dans *El Comunista* n° 15 et 17, nous avons fait le compte rendu d'un début de travail d'organisation et de mobilisation des travailleurs de la branche, vigoureusement orienté par les principes sains du syndicalisme de classe, par la défense intransigeante des conditions de vie et de travail des ouvriers, exempt de tout compromis face aux « exigences de l'économie nationale » et aux « intérêts supérieurs de la démocratie ». Et c'est en pleine fièvre constitutionnelle, en plein consensus de tous les démocrates bourgeois et pseudo-ouvriers, en pleine orgie en faveur du référendum, en plein pacte social provincial signé par les syndicats : CO, USO, UGT, CSUT, SO (1), le patronat et le Gouverneur Civil, que les travailleurs du secteur sont entrés en lutte, contre une offensive patronale résolue, pour défendre non tant leurs intérêts matériels immédiats que l'unité croissante atteinte au cours de ces mois.

La poignée de militants ouvriers qui avaient tissé des liens solides dans les entreprises LOMESA et DICARMA commencent à organiser les travailleurs de l'entreprise CORBO, qui compte 28 ouvriers, avec des conditions de travail et des salaires semblables à ceux des autres. Pour intimider les travailleurs, le patron de CORBO licencia deux d'entre eux. La réponse ne se fit pas attendre. Le 6-11, les autres travailleurs arrêterent le travail en signe de solidarité au cri de « **Ou tous ou personne!** ».

Le conflit se poursuivit, et les ouvriers firent connaître la lutte à toutes les entreprises du secteur.

Au bout de deux semaines de lutte, il y eut deux licenciements à CABO. Les travailleurs de CORBO firent durant trois jours d'affilée des assemblées journalières à la porte de CABO, arrivant à réunir 200 travailleurs sur les 250 de l'équipe correspondante. La direction de CABO, effrayée, recula et transforma les licenciements en deux suspensions d'emploi et de salaire de un à trois mois.

Devant l'effervescence générale dans le secteur et les tentatives de mobilisation générale, les patrons commencèrent à s'organiser pour la lutte en contact avec le Gouverneur Civil et, en même temps, avec les directions syndicales. Le front unique de la bourgeoisie et du réformisme entra à son tour en action. Le secrétaire général provincial de l'USO dira aux militants qui appartiennent à cette organisation : « **Nous ne voulons rien savoir de vos entreprises.** ». Et celui des CO : « **Je sais que vous êtes en train de vous préparer, mais nous aussi nous sommes en train de nous préparer** » (!!!). Quand les syndicats voulurent fournir leur nez dans la lutte de CORBO pour qu'elle soit menée par la voie légale, en acceptant les licenciements, les travailleurs de cette entreprise rejetèrent leur médiation.

A son tour, l'entreprise MOSTOLESA rompit l'accord conclu avec les travailleurs, qui entrèrent alors en grève. La veille, dans une assemblée commune avec LOMESA, il avait été décidé de boycotter la production de l'entreprise d'approvisionnement ILERCESA. DISAMO, du groupe de MOSTOLESA, se mit en grève par solidarité. Au troisième jour de grève, la direction de cette entreprise céda, et les travailleurs annoncèrent qu'ils reprendraient la grève si l'on exerçait des représailles contre ceux qui s'étaient solidarisés avec eux.

Les patrons du secteur, dont le meneur est le patron de l'entreprise LOMESA, reprirent l'offensive avec l'appui total des directions syndicales. Ils licencièrent quatre travailleurs de cette entreprise et provoquèrent son lock-out « jusqu'à ce que prenne fin l'instabilité interne des travailleurs ». La réponse de ces derniers ne se fit pas attendre et, en deux heures, des piquets organisés et résolus arrêterent le travail dans les trois autres entreprises que possède ce même patron et où travaillent le secrétaire de l'UGT pour l'industrie de la viande et le second secrétaire de l'Alimentation des Commissions Ouvrières (qui tutoie le patron).

Après quinze jours de grève, le 21-11, les travailleurs de CORBO convoquèrent une assemblée générale du secteur. En présence de travailleurs de quatorze entreprises de la branche, on proposa une **grève générale de solidarité** pour le lendemain, exigeant : 1) la réouverture des entreprises fermées, 2) la réintégration de tous les licenciés, et 3) qu'on n'exerce pas de représailles contre ceux qui participeraient à la grève. Des piquets furent formés pour essayer d'étendre la grève le plus possible. Bien que les travailleurs n'aient pas pu trouver une aide suffisante dans un réseau organisationnel stable excepté dans un petit nombre d'entreprises (ce qui a constitué le point faible du mouvement), au premier jour de grève, il y eut 18 entreprises en grève sur un total de 25 environ, et l'on vit affluer des pétitions de travailleurs d'autres entreprises qui voulaient qu'on vienne les voir pour arrêter le travail. Cependant, dans le Comité de grève qui était né de l'assemblée générale des travailleurs, seul fonctionna le noyau qui **déjà auparavant** avait mené un travail dans ce sens, ceci confirmant une fois de plus la nécessité de préparer **longtemps à l'avance** les forces capables de poursuivre la lutte.

Le matin du même jour, les patrons semblèrent faire marche arrière et convoquèrent les représentants **directs** des travailleurs à une réunion pour l'après-midi. Mais la pression du Gouverneur Civil et des syndicats empêcha toute négociation. Le 22-11, sorti d'une assemblée de bonzes des CO non seulement la dénonciation de la grève, mais deux tracts signés par les CO, UGT, USO et CSUT dans lesquels on pouvait lire : « **Les centrales syndicales signataires ont maintenu aujourd'hui 22, une réunion avec les Directeurs de ces Entreprises, et en sont arrivées aux accords suivants** : 1) condamnation des méthodes utilisées par un groupe de travailleurs qui se servent dans certains cas des sigles de Centrales syndicales qui n'ont rien à voir avec ces agissements, et qui se sont efforcés ces derniers jours de faire pression de manière terroriste (?) sur les travailleurs d'autres entreprises, obligeant celles-ci à la fermeture ; 2) information auprès des travailleurs sur le fait que les Centrales syndicales ne considèrent pas la grève comme raisonnable en ce moment étant donné la proximité de la négociation sur le contrat collectif, la grève n'ayant jamais (sic!) eu un motif strictement syndical ; 3) demande instante à tous les travailleurs adhérents ou non à ces Centrales syndicales de retourner aux centres de travail à partir de vendredi prochain dans tous les centres (...). Nous attendons de tous les travailleurs, ajoutaient les tracts, une **responsabilité suffisante dans notre (???) lutte** ». D'autre part, était-il précisé, « **toutes les Centrales signataires s'engagent à ouvrir une enquête concernant leurs adhérents qui auront participé à des piquets de grève** ».

Entre temps, le Gouverneur Civil, en contact permanent avec les entreprises et les centrales, affirma qu'« **il attendait les ordres des Commissions Ouvrières pour entrer en action** », tandis que les représentants des CO et de l'UGT cherchaient délibérément à provoquer les travailleurs pour justifier l'intervention policière.

Le matin suivant, au second jour de grève, toutes les entreprises étaient gardées par la police et la Garde Civile, qui empêchaient toute personne étrangère à l'entreprise de s'en approcher et il y eut plusieurs détentions temporaires, contrôle et fouille des véhicules utilisés pour l'information. C'est précisément la Garde Civile et la police qui ont distribué aux portes des usines le tract signé par les quatre syndicats. Ce jour-là, 200 travailleurs réunis votèrent la poursuite

de la grève, sans un seul vote contre. De là, des piquets de travailleurs se sont rendus aux sièges des syndicats pour demander des comptes au sujet du tract distribué par les forces de répression et signé par eux. L'UGT, l'USO et la CSUT s'en lavèrent les mains lâchement ; quant aux CO, elles assumèrent franchement « **toute la responsabilité** » de l'affaire, faisant même parade de leur force.

Les menaces, les arrestations et les poursuites policières d'une part, les cordons de surveillance imposés dans toutes les entreprises d'autre part, empêchèrent l'embryon d'organisation de la mobilisation générale de surmonter l'isolement physique des travailleurs des différentes entreprises, de consolider le travail d'organisation, de centralisation et de mobilisation. Au troisième jour de grève commença une reprise quelque peu désorganisée du travail, excepté dans les quatre entreprises qui étaient le pilier essentiel du mouvement.

Le 27-11, la direction de LOMESA convoqua une assemblée générale au cours de laquelle le secrétaire de l'Alimentation des CO soutint « **l'opportunité d'accepter les propositions du patron** ». Les huées contre cette canaille furent telles que les bonzes durent abandonner l'entreprise, avec ce commentaire : « **Laissons faire le patron, on verra bien s'il ferme l'entreprise, et ces fils de pute [les travailleurs! Ndr] se trouveront sans travail et nous serons débarrassés de cette sale histoire** ».

Après avoir réussi à isoler le noyau du mouvement, le front bourgeois-réformiste s'acharna à le détruire chez CORBO, LOMESA et DICARMA. Dans la première entreprise, le patron maintint deux licenciements ; dans la seconde, sur les quatre licenciements il en confirma un et transforma pour l'instant les trois autres en suspension d'emploi et de salaire, mettant au chômage temporaire six autres travailleurs « **pour les besoins de la production** ». Quand l'entreprise rouvrit, on fit rentrer le licencié de force tous les jours, en dépit de la présence policière ; mais en raison de la situation générale, on finit par accepter le licenciement en échange de la réduction des sanctions pour les autres. Chez DICARMA, il y eut neuf licenciements et la rupture du contrat de travail, avec le consentement actif des centrales syndicales. Là, le mouvement dura même une semaine de plus.

Bien que les travailleurs de l'industrie de la viande aient cherché la solidarité et l'appui « **extérieur** », ils ne les ont reçus que de quelques militants syndicaux dans d'autres entreprises, à travers certaines collectes pour une caisse de grève. **Tous les groupes politiques** contactés explicitement pour voir quel type d'appui et de solidarité ils pouvaient offrir à la grève (concrètement, Accion Comunista, LCR, Comités Obreros (UML), PCML y PORE) (2) firent la sourde oreille : non seulement ils n'apportèrent pas le moindre appui, mais ils ne vinrent même pas s'informer sur le terrain. Quant au PORE, il ne fit qu'une apparition pour proposer la « **transformation de cette lutte en une lutte contre la Constitution, pour son boycott, faisant de celle-ci le départ de la formation de Cortes ouvrières** » ! Et ils prirent le large. La CNT brilla par son absence. A l'heure de la lutte, ceux dont les principes se trouvent sur le terrain de la démocratie, de l'interclassisme et du populisme, et ceux dont la raison d'être est une démagogie activiste qui se nourrit d'un tacticisme échevelé et défaitiste, tournent le dos à la lutte de classe pour courir après « **des aventures exaltantes** »... sur le terrain de l'électoratisme ou de la politique fiction.

Les patrons, l'Etat et les syndicats ont choisi le moment qui leur était le plus favorable pour décapiter un travail embryonnaire — mais tenace — d'associationnisme ouvrier : des mois avant le renouvellement des contrats par province. Cette lutte qui s'acheva par une défaite **physique** des travailleurs représente cependant une **victoire** ouvrière sur un double plan : celui de la confirmation des principes du syndicalisme de classe et de la nécessité **politique** de mener ce travail contre la **démocratie blindée**, contre ses deux **pillers** : l'Etat bourgeois, défenseur collectif de la classe capitaliste, et les partis et directions syndicales qui, malgré leur revendication de « **classisme** », ont un contenu ouvertement **jaune** et **antiproletarien**. C'est une bataille — mais pas la guerre! — qui a été perdue sur le terrain de la **force** au bénéfice de l'ennemi, mais non du fait de déficiences dans les orientations générales, dans les méthodes de lutte, dans les principes qui ont alimenté ce travail sur le terrain essentiel de la défense prolétarienne.

(1) CO : Commissions Ouvrières liées au PC ; USO : type CFTD ; UGT : liée au PS ; CSUT et SO : syndicats maïstés.

(2) PORE : section espagnole de la LIRQI.

**Presse internationale**  
**el-oumami**  
**n° 2 - janvier 1979**

**EN LANGUE FRANÇAISE**

- Contre la fermeture des frontières, les expulsions, l'oppression policière et raciste :  
Vive l'unité internationale de la classe ouvrière!
- Le mythe de la « réinsertion » : l'exemple de l'Algérie.
- Tours d'horizon international
- Foyers en lutte : malgré la répression et le sabotage, la lutte continue
- Les bases d'une riposte de classe aux expulsions de travailleurs immigrés
- Le Maroc en proie à la crise
- Pour le parti ouvrier indépendant — 2. Le parti communiste est nécessairement international

**EN LANGUE ARABE**

- Tunisie, un an après le 26 janvier 78 : aucune démocratisation de l'Etat ne parviendra à combler la tranchée de classe
- Un tract de solidarité avec les masses libanaises et palestiniennes en lutte
- Notre solidarité avec les victimes de la répression en Tunisie et au Maroc

\*

**il programma comunista**  
**EL PROGRAMA COMUNISTA**  
**Kommunistisches Programm**

**Permanences du Parti**

**EN BELGIQUE**

- A Bruxelles : le 2<sup>e</sup> jeudi de chaque mois, soit le 8 février et le 8 mars, de 19 h 30 à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

**EN FRANCE**

- A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit les 3 et 17 février.
- A Amiens : tous les lundis de 12 h 30 à 14 h, Café Le Lutetia, rue Saint-Leu.
- A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.
- A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi de chaque mois, de 11 à 12 heures, soit les 3 et 17 février.
- A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.
- A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 28 janvier et le 25 février.
- Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit les 4 et 18 février.
- A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois ainsi que tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe.
- A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, les dimanches 28 janvier, 11 et 25 février, 11 et 25 mars.
- A Nantes : vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 4 février et le 4 mars.
- A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
- A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
- A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit le 18 février et le 18 mars.
- A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.
- A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

**EN SUISSE**

- A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

La permanence du Parti à Strasbourg a lieu désormais tous les vendredis de 18 h à 19 h à la même adresse que précédemment

**CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE**  
Editions Programme  
32, rue du Pré-au-Marché  
1004 LAUSANNE

directeur-gérant  
**F. GAMBINI**

---

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton - 75012 Paris

---

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission paritaire de presse : 52926

L'affiche ci-dessous est disponible. Lecteurs et sympathisants isolés, participez vous aussi à sa diffusion, et passez commande des quantités voulues au siège du journal!



- **NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION!**  
- liberté totale de circulation pour les travailleurs!  
- abrogation de toutes les mesures discriminatoires et répressives en matière d'entrée, de séjour, de travail et d'immigration familiale!
- **NON AUX REFOULEMENTS ET AUX EXPULSIONS!**  
- renouvellement automatique des cartes de séjour!  
- régularisation des sans-papier!  
- riposte de classe aux exactions policières et aux crimes racistes!
- **DROITS EGaux POUR TOUS LES TRAVAILLEURS!**  
- suppression de toutes les discriminations dans l'embauche, le logement, l'école, l'aide aux chômeurs!  
- abolition de la législation limitant les droits de réunion et d'organisation des étrangers en France!

parti communiste international (le prolétaire)